

Implication collaborative en situation de recherche, le Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action

Ou comment dépasser l'injonction de la participation en légitimant un tiers espace de l'expérience.

Hugues Bazin et Nicolas Guerrier, LISRA, juin 2014



Les trois dimensions réflexives de l'acteur-chercheur, du chercheur collectif et du laboratoire social décrivent la manière pour un individu, un groupe ou un morceau de société de travailler sur leurs propres matériaux. Elles participent à la formation d'entités sociales nouvelles et autonomes, c'est-à-dire un « tiers espace » social, économique et scientifique qui s'affranchit des logiques sectorielles et disciplinaires. La recherche-action légitime cette démarche dans la capacité de dire et d'agir tant pour l'acteur que pour le chercheur. Elle permet notamment aux personnes sans capital économique et culturel valorisé, ceux qui constituent un « tiers état », de valider un capital social en termes de compétences et d'initiatives en réseau.

Pour dépasser la « participation »

La question de la « participation » nous conduit à un terrain miné, car elle est bien souvent de l'ordre de l'**injonction paradoxale** qui se traduit dans les appels à projets par la nécessité de trouver un mode collaboratif entre structure de recherche et association citoyenne, institutions et société civile. Mais cette forme injonctive ne se résume pas à des dispositifs, ce sont des formes paradigmatiques qui parcourent les époques : après l'injonction du « lien social », de l'« art contre l'exclusion » voilà celle de la « participation ». Le caractère paradoxal tient au fait qu'elle répond moins à un besoin de participation qu'à une incapacité des pouvoirs publics à réformer les **modèles de gouvernance**. Comment permettre à la société de travailler sur elle-même en instaurant notamment de nouveaux liens entre sciences et société, formes sociales émergentes et politiques publiques ? Les entretiens de parcours d'expérience que nous menons sur le terrain font état d'une volonté partagée de transformation sociale. Or cette aspiration ne prend que très rarement forme dans les dispositifs participatifs et soumet ceux qui veulent la porter à une gestion de la précarité. À titre d'exemple, nous sommes en droit de nous poser la question en quoi trente années de politique de la ville nous enseignent sur comment faire la ville ensemble... La connaissance issue de l'évaluation de cette injonction participative n'est finalement pas en mesure de susciter de nouvelles perspectives aussi bien sur le plan de la recherche que de l'action puisqu'elle ne libère par la pensée pour imaginer comment produire de la connaissance ensemble et d'une manière générale faire société ensemble. Ce qui manque le plus, ce n'est donc pas de nouveaux outils méthodologiques ou de nouveaux dispositifs, mais de nouveaux **espaces du commun « libérés »**.

Ouvrir des espaces réflexifs

Ainsi, dès que nous avons l'occasion de développer une approche biographique auprès de différents acteurs, les parcours de vie laissent entrevoir des « **espaces intermédiaires de l'existence** » susceptibles de favoriser une posture réflexive. Ces espaces-temps de reformulation et de recomposition sont source d'enseignement sur les enjeux contemporains, mais ils n'apparaissent pas comme **légitimes pour produire de la connaissance** parce que les acteurs concernés ne sont reconnus comme chercheur et que le processus de production est généralement issu d'une expérimentation sociale autodidacte hors cadre institutionnel. Ces acteurs sont-ils « outsiders » ou au contraire au centre de formes culturelles et économiques émergentes ? N'est-ce pas le manque d'interface avec les pouvoirs publics qui est en cause ?

Le Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action est né de ce constat il y a une dizaine d'années¹. Il correspond à l'intérêt d'ouvrir des espaces réflexifs et d'en légitimer la production aussi bien sur un plan scientifique qu'opérationnel. Cependant, il ne suffit pas de provoquer des rencontres ou des ateliers. Nous resterions dans l'injonction paradoxale de la participation si les acteurs n'étaient pas **coproducteur et coauteur du processus** de la recherche-action (formation de l'acteur-chercheur, du chercheur collectif, du laboratoire social).

Autrement dit, pour que cette « **parole en acte** » apparaisse comme légitime et détienne un réel pouvoir de transformation, il est important de conjuguer l'espace réflexif aux pluriels en travaillant conjointement sur trois dimensions : individuelle, collective et institutionnelle. Rappelons que la **réflexivité** ne procède pas simplement d'une réflexion sur sa pratique, mais de la conscience que dans cet aller-retour entre pratique et réflexion se produit quelque chose, un éclairage, une connaissance qui nous aident à nous positionner dans nos modes d'implication. Ce savoir réinvesti en situation est un levier de changement qui va lui-même être source de nouvelles connaissances dans un processus continu en spirale.

Définir un tiers espace de l'expérience humaine et scientifique

Sous différentes formes d'intervention (organisation de journées « interstices » selon une logique de work in progress, ateliers d'auto-formation et travail autobiographique, écritures collaboratives, cycle de formation-action, accompagnement d'expérimentations, etc.), nous proposons d'explorer trois dimensions de la réflexivité : individuelle selon une « recherche-action intégrale » de l'acteur-chercheur, collective selon un « chercheur collectif » et instituante selon le « laboratoire social ». Nous essayerons ainsi de cerner les contours d'un « **tiers secteur de l'activité** » en comparaison historique avec les courants de la recherche-action et en correspondance avec les formes émergentes de **l'innovation sociale** telles que la culture numérique open source et les tiers lieux, la culture do it yourself et les processus d'auto fabrication, les circuits courts et l'écodéveloppement, etc.

La **recherche-action intégrale de l'acteur-chercheur** souligne que nous sommes dans une démarche qui prend en compte l'ensemble des domaines de l'implication humaine. Elle est favorisée par un travail autobiographique et la capacité de faire un « pas de côté » entre les postures d'agent, d'acteur et d'auteur qui régissent nos modes d'implication socioprofessionnels. Cette démarche n'est donc pas légitimée par un outillage méthodologique et un corps de métier, mais par la clarification d'une **posture existentielle** qui est celle de l'« acteur-chercheur ». Nous constatons que beaucoup d'acteurs sont identifiés et définis de manières parcellaires par les politiques sectorielles, en fonction de leurs âges, de leurs statuts sociaux, de leurs origines culturelles ou géographiques. Nous y voyons là une des causes du manque de résonance qu'elles ont auprès de la population, qui elle, refuse de se penser par le prisme catégoriel. Les **espaces où il est possible de se définir soi-même de manière cohérente** et globale ne sont pas monnaie courante. La recherche-action intégrale encourage la construction de cet espace mental qui s'émancipe des représentations sociales.

Le **chercheur collectif** est un groupe-sujet de recherche dépassant l'addition des postures socioprofessionnelles pour construire une position collective négociée tout en permettant à chacun de se réappropriier le fruit de ce travail collectif. La place de chacun n'est pas définie à l'avance. Un exemple est l'atelier collaboratif qui n'est pas une addition de compétences au service d'un projet commun, mais un **travail sur des matériaux communs pour créer de nouvelles formes de pensée et d'action** à l'instar de la pensée complexe et de l'innovation sociale. Le chercheur collectif comme entité autonome est la suite logique du travail de recherche-action intégrale, il prolonge collectivement l'effort de cohérence et de déconstruction des représentations qui a été entamé individuellement. Il existe un rapport étroit entre la production de connaissances et la capacité d'un

¹ <http://recherche-action.fr/lab-social>

groupe de se produire comme collectif, c'est-à-dire de se poser à la fois comme sujet, mais aussi comme réalité sociale à reconnaître.

Le **laboratoire social** caractérise la capacité du chercheur collectif à s'auto-missionner, d'être commanditaire de la recherche. En s'appropriant les outils de la recherche tels que l'expérimentation ou la formation-action, il crée des liens inédits entre parcours d'expérience et compétences afin de comprendre une situation et résoudre des problèmes. Il ne peut donc que s'élaborer in situ à partir du mode d'implication des acteurs concernés. Cette **intelligence sociale** conduit à concevoir de nouveaux dispositifs, à recombinaison les éléments d'un contexte pour rechercher des modèles instituant alternatifs, qui permettront ainsi de servir de référentiel pour d'autres, en particulier les institutions dont le laboratoire social devient alors partenaire sous un mode collaboratif. C'est une manière d'aborder de front les problématiques démocratiques que les injonctions à la « participation » peinent à résoudre.